

MORTALITÉ MATERNELLE ET INFANTO-JUVÉNILE

Le Chèque-santé, une arme de Manaouda Malachie contre ces fléaux

P.8



La Voix Des Décideurs

Journal Panafricain

L'info indépendante qu'il vous faut !



ÉDITION NUMÉRIQUE

Côte d'Ivoire



Visite officielle

Emmanuel Macron divise les Camerounais

P.3

Ukraine

Zelensky limoge sa procureure générale



P.10



Pp.4-5

ADAMA BICTOGO, LA CONFIANCE MÉRITÉE

A peine élu, le nouveau Président de l'Assemblée Nationale ivoirienne, Honorable Adama Bictoco, choix du Président Alassane Ouattara, n'a pas tardé de poser des actions fortes pour faire rayonner le Parlement ivoirien sur l'échiquier parlementaire international.

DÉLÉGATION EN DROIT PUBLIC CAMEROUNAIS

Consistance et portée



REGARD D' Abdoulaye Mal Bouba, Docteur/Ph.D en Droit public et Chercheur

Pp.6-7



Acte 1

DIALOGUE INTER-RELIGIEUX ET CULTUREL

Yaoundé, capitale de la Culture du Monde Islamique pour la région africaine

Les activités célébrant Yaoundé, Capitale de la Culture du Monde Islamique pour la région africaine au titre de l'année 2022, ont été officiellement lancées le 30 juin 2022, par le premier ministre camerounais Dr Joseph DION NGUTE.



Au nom du chef de l'Etat Paul BIYA, le Premier Ministre, chef du gouvernement camerounais Dr Joseph Dion NGUTE, a présidé à l'esplanade du Musée National de Yaoundé capitale politique du Cameroun la cérémonie d'ouverture officielle de « Yaoundé capitale de la culture du monde islamique pour la région africaine au titre de l'année 2022 ». Placé sous le thème, « Dialogue inter-religieux moteur de la paix, du vivre ensemble harmonieux et de l'intégration nationale », la cérémonie s'est déroulée en présence des membres du gouvernement, du Directeur général de l'Organisation du Monde Islamique pour l'Education les Science et la Culture (ICESCO) Salim Al Malik, les membres du corps diplomatique et des communautés religieuses. Organisé par le Ministère des Arts et de la Culture (MINAC) du Cameroun et en partenariat avec l'ICESCO, cet événement fera de Yaoundé durant six (06) mois, la capitale d'une action culturelle distinguée et une plateforme de réarmement moral. Jusqu'en décembre 2022, la ville vibrera au rythme d'une palette d'activités culturelles et artistiques.

YAOUNDÉ, VILLE COSMOPOLITE

Selon Dr Pierre Ismaël BIDOUNG MKPATT, ministre camerounais des Arts et de la Culture, ces activités visent d'une part à promouvoir la culture islamique ainsi que l'identité culturelle du Cameroun. D'autre part, « elles contribueront également au rayonnement culturel du pays à travers la mise en valeur de son riche patrimoine culturel par le biais des plateformes mondiales portées sur les valeurs culturelles de coexistence et de valeurs interculturelles ». L'évènement se veut aussi une redécouverte de la ville de Yaoundé, sous le prisme de regards artistiques et culturels croisés, mettant l'accent sur la créativité artistique du monde islamique. Le choix de Yaoundé, confirme selon Dr Dion NGUTE, la place privilégiée dont jouit cette métropole au niveau africain, arabe, islamique et mondial. En effet, la ville reflète les valeurs de coexistence, de tolérance et de vivre ensemble. Elle est considérée comme un patrimoine humain et mondial.

« Ce rendez-vous est une occasion de diffuser nos valeurs profondément marquées par l'ouverture et l'engagement ferme à promouvoir les principes de coopération, de fraternité et d'interaction positive entre diverses cultures », a-t-il ajouté.

LA CULTURE, UN INSTRUMENT DE DÉVELOPPEMENT

« Yaoundé renvoie une image fidèle et caractéristique à la diversité culturelle du pays »

Dr Joseph Dion NGUTE
Premier ministre camerounais



Le Cameroun veut faire de la culture, non seulement une activité de loisir, mais également comme un instrument de développement personnel. C'est la raison pour laquelle, la Stratégie de développement du Pays à l'horizon 2030 accorde une place aux activités

culturelles. Il faut relever que la culture occupe une place non négligeable dans les perspectives de développement du Cameroun. Les différentes initiatives du gouvernement ont pour objectif d'en faire un important levier d'épanouissement des populations. Rappelons que c'est au terme de la 9ème Conférence Islamique des Ministres de la Culture tenue en novembre 2015 à Mascate, capitale du Sultanat d'Oman, que Yaoundé a été retenu comme Capitale de la Culture du Monde Islamique pour la région Afrique en 2022.

Trois autres villes à savoir Rabat au Maroc et le Caire en Egypte ; et Bandung en Indonésie respectivement pour les régions Arabe et Asiatique ont aussi été choisies comme Capitale de la Culture du Monde Islamique 2022. Le premier ministre camerounais appelle ainsi, « toutes les parties prenantes à capitaliser ce rendez-vous, pour en faire une opportunité de relance du secteur culturel dont les activités ont négativement été impactées par la pandémie de Covid-19 ».

CAPITALE DE LA CULTURE ISLAMIQUE : LA PETITE HISTOIRE

Le titre de Capitale de la Culture Islamique est décerné pour un an par l'Organisation du Monde Islamique pour l'Education les Science et la Culture (ICESCO), depuis 2006, à plusieurs villes représentant trois régions du monde islamique dont la région arabe, la région africaine et la région asiatique. Mais en 2005, la Mecque a été choisie pour la première fois l'unique ville comme capitale de la culture islamique. Depuis 2005, ce titre a déjà été décerné à 58 pays dont le Cameroun.

© La Voix Des Décideurs

► E.N.

à vous la Parole

Calixthe BEYALA, Romancière franco-camerounaise
Macron, " Vous êtes le mal venu " au Cameroun



Vous venez défendre les intérêts de la France et c'est bien, très bien. Mais allez-vous demander pardon au peuple camerounais martyrisé ? Venez-vous presser par le désir de reconnaître les crimes de la France et présenter des excuses à ce peuple meurtri ? Venez-vous établir des relations de respect mutuel ? Venez-vous pour adouber un homme pour la transition au Cameroun, cette transition dont on parle et qui n'est pas si lointaine ?

Sachez donc Monsieur le Président que le Cameroun n'est pas la Côte d'Ivoire ! Que le Cameroun n'est pas le Tchad ! Que le Cameroun n'est pas le Gabon ! (...) Pour l'ensemble des Camerounais vous êtes le mal venu ! Ils savent que vous ne leur voulez aucun bien, pourquoi, selon vous ? Je vous souhaite un agréable séjour sur ma terre d'origine en espérant qu'un jour la paix réelle existera d'avec ma terre d'adoption, la France. Bon séjour !

Source : Extrait son post Facebook

Thierry DJOUSSI, Président de l'AJAD
" ...Que Mme BEYALA a vécu en France..."



Ime semble que Mme BEYALA a vécu en France, des décennies durant. N'était-elle pas au courant des "crimes français commis en Afrique" ou bien celle qui a cherché désespérément à diriger la Francophonie les découvre à la faveur de la visite officielle d'un président français au Cameroun? La énième visite du genre. Donc rien de nouveau ! Il va de soi que MACRON vient à Yaoundé sur invitation de la présidence camerounaise. De ce fait, n'est-il pas plus commode pour un citoyen camerounais de demander à l'exécutif de son pays -qui est

censé gouverner au nom du peuple et pour le peuple pour quelles raisons il invite Emmanuel MACRON? Imagine-t-on un Français demander à Paul Biya ce que le Président de son pays vient chercher au Cameroun ? Pourquoi certains Africains ne nous épargnent-ils pas de ce ridicule qui consiste à perpétuer le complexe du colonisé? Bon Dieu! Concernant la mémoire de nos nationalistes, est-ce la France qui viendra donner leurs prestigieux noms à nos lycées, universités, avenues? Comment comprendre que le nom de Um Nyobe (pour ne citer que lui) ne figure au fronton d'aucun édifice public dans ce pays.

Source : Extrait de sa lettre ouverte

EN BREF

► TUNISIE

Des unités de la Garde maritime tunisienne ont secouru 27 migrants tunisiens qui tentaient de traverser la Méditerranée pour entrer illégalement en Italie, a indiqué lundi la presse locale. Les migrants clandestins ont été secourus dans deux opérations distinctes. Agés de 20 à 67 ans, ces migrants secourus ont affirmé avoir navigué samedi dans la soirée à partir des côtes de Bi-

zerte, à l'extrême nord de la Tunisie et de Nabeul au nord-est du pays, à destination de l'espace européen. Ils ont été remis aux autorités locales des deux provinces pour démarrage de procédures judiciaires. Des milliers d'émigrants illégaux tentent de traverser la Méditerranée chaque année, à partir d'un littoral tunisien long d'environ 1.500 kilomètres pour espérer rejoindre la rive sud de l'Europe.

► ESTONIE

Les membres du nouveau gouvernement de coalition estonien constitué du Parti de la réforme, du parti conservateur Isamaa (Patrie) et du Parti social-démocrate (SDE) ont prêté serment lundi devant le Riigikogu (Parlement estonien). Nommé plus tôt par le président estonien Alar Karis, qui a assisté à la cérémonie, le nouveau gouvernement sera en poste pour huit mois jusqu'à mars 2023, quand le pays tiendra ses prochaines élections législatives. La nouvelle coalition compte 15 membres, cinq de chaque parti. La Première ministre et présidente du Parti de la réforme, Kaja Kallas, a souligné que les tâches les plus importantes

auxquelles le gouvernement sera confronté étaient de garantir la sécurité du pays, de mettre en œuvre des mesures pour gérer la crise énergétique et d'aider la population à faire face à la vie quotidienne dans un contexte de rapide hausse des prix. Vendredi, Mme Kallas a été chargée par le parlement de former un nouveau gouvernement de coalition. A l'heure actuelle, cette coalition gouvernementale occupe 55 des 101 sièges du parlement. Le Parti de la réforme dispose de 34 sièges, le parti Isamaa en a 12 et le SDE neuf. Mme Kallas, âgée de 45 ans, dirige son parti depuis 2018 et est devenue la première femme à prendre la tête du gouvernement estonien en 2021.



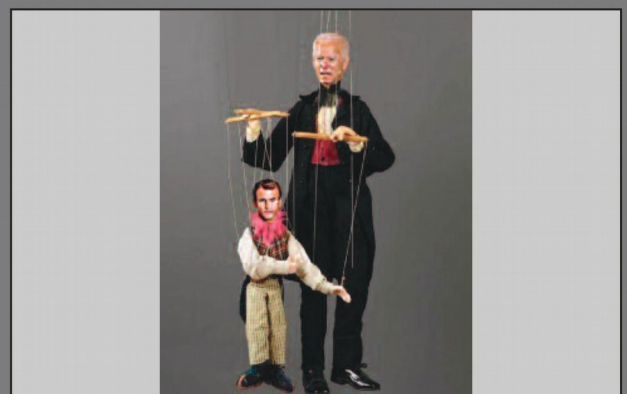
Hebdomadaire Panafricain d'Investigation, d'Analyses et d'Informations multimédia sur l'actualité Africaine et internationale
 Récépissé de déclaration N°37/RDJ/SAAJP
 FONDATEUR-DIRECTEUR DES PUBLICATIONS - MARCIEN ESSIMI BELA
 Tel : 00237 680 81 22 42 E: lavoixdesdecideurs@gmail.com

CONSEIL ÉDITORIAL
 Dr SAB AKWE M.
 Dr Willy Zogo
 Dr Abdoulaye Mal Boubou
CONSEIL JURIDIQUE
 Cabinet Maître BELLA
 Me Stéphane Ngu
RÉDACTEUR EN CHEF
 Marcien Essimi
SECRETAIRES DE RÉDACTION
 Eric Martial Ndjomo E.
ONT COLLABORÉ

Paulin Wandja, Bill Fadil, Ongoung Bella,
 Roger Aboukar, Faustin Ken-Fack, Emile Otélé,
 Jean Baptiste Bidima,
 Joseph Ayangma,
 Mohamed Hassan,
 Martin Ngané
MONTAGE
 Marcien Essimi
IMPRESSION :
 JV GRAF
TIRAGE :

5000 exemplaires
UNE CO-PUBLICATION DE
 Branding Africa et Groupe Afrique54 Sarl
SERVICE MARKETING ET COMMERCIAL
 Amandine Oyono Ongoto
DISTRIBUTION
 Ça Presse
CONTACTEZ-NOUS
 Tel : +237 693 52 25 50
 +237 680 81 22 42

No COMMENT





ASSEMBLÉE NATIONALE IVOIRIENNE

Honorable Adama Bictogo relance les groupes d'amitié parlementaire

[La cérémonie solennelle de présentation des groupes d'amitié parlementaire s'est tenue, mercredi 13 juillet 2022, à l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire.]

By Stéphane BETI

Les groupes d'amitié parlementaire sont de puissants instruments de renforcement des relations bilatérales entre les parlements dans le cadre de leurs actions.

Aussi, **Adama Bictogo** qui ambitionne de moderniser l'institution dont il est le président, a-t-il décidé d'activer ces leviers. « La politique étrangère de notre Assemblée s'inspire de la longue tradition d'amitié et d'hospitalité de la Côte d'Ivoire. Je tiens à saluer et à rendre hommage au leadership fort et exemplaire du président de la République **SEM**

Alassane Ouattara qui, en matière de politique étrangère, pèse de tout son poids pour le rayonnement de notre pays sur la scène internationale. Dans cette dynamique retrouvée et assumée, l'Assemblée nationale, de par son pouvoir de législation, de par son droit de regard et de par sa marge de manœuvre institutionnelle, s'engage à être, une force motrice et un adjuvant à cette diplomatie éclai-

rée, diversifiée et solidaire », a-t-il promis.

Poursuivant, l'occupant du perchoir de la Chambre basse a annoncé la signature, dans les prochains jours, des arrêtés portant constitution et composition des Organisations et Assemblées Interparlementaires, « de sorte à permettre à notre Parlement d'occuper la place qui est la sienne sur l'échiquier parlementaire international. »

S'exprimant au nom du groupe des ambassadeurs accrédités en Côte d'Ivoire, **SEM Abdelmalek Kettani**, le re-

présentant du Royaume chérifien, s'est félicité du cap amorcé par l'Assemblée nationale.

« Nous sommes ravis de voir que la Côte d'Ivoire s'inscrit résolument sur le Continuum de la tradition d'ouverture et d'amitié, forgée à travers les décennies qui ont suivi l'indépendance, sous la houlette visionnaire de du président Houphouët-Boigny. Je tiens à saluer, une fois encore, le leadership du président de l'Assemblée nationale et à le féliciter, ainsi que toutes ses équipes, qui se sont mobilisées dans un laps de temps relati-



Permettre à notre Parlement d'occuper la place qui est la sienne sur l'échiquier parlementaire international.

vement court pour la mise en place des groupes d'amitié parlementaire entre nos différents pays », a-t-il fait savoir. Le diplomate marocain a conclu son l'intervention sur la promesse du soutien des ambassadeurs aux groupes d'amitié parlementaire dans l'exercice de leur mission. Plusieurs partenaires étaient présents à la cérémonie solennelle de présentation des groupes d'amitié parlementaire. Notamment, les ambassadeurs, les représentants des missions diplomatiques et ceux des organisations internationales. ■



AGNEBY-TIASSA

L'Honorable Adama Bictogo célébré par les populations de la région

[Les populations de la région de l'Agneby-Tiassa, terre natale du Président de l'Assemblée nationale Adama Bictogo, ont organisé dimanche 4 juillet 2022, une fête pour célébrer son élection à la présidence de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire.]

By Stéphane BETI

Cette célébration qui a mobilisé plus de 12 000 personnes, s'est déroulée en présence d'invités de marque, notamment des ministres, élus et des chefs traditionnels du Moronou, de la Mé, du Lôh-Djiboua et d'autres contrées du pays. Prenant la parole au nom des députés, **Fregbo Basile**, vice-président de l'hémicycle ivoirien a confié **Adama Bictogo** à Nanan Joseph N'dori, président du Directoire de la Chambre des rois et Chefs traditionnels de l'Agneby-Tiassa. « Voici votre fils, vous l'avez élu député, nous le ramè-nons président de l'Assemblée nationale », a-t-il fait savoir au chef. S'exprimant à son tour

au nom des députés de l'Agneby-Tiassa, l'honorable Kouassi Virginie, Député-maire de Rubino a salué la victoire du président de l'Assemblée nationale. « Votre élection est un message fort à la réconciliation. La déclaration des groupes parlementaires, appelant leurs députés à voter pour vous, est le résultat de votre acharnement à vouloir créer une Côte d'Ivoire rassemblée autour de ce qui peut la faire grandir, la réconcilier avec elle-même », a-t-elle souligné.

Quant à Pierre Dimba, le ministre ivoirien de la Santé, de l'hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, il a rassuré son frère

Adama Bictogo de la disponibilité des fils et filles de cette région pour l'accompagner. « Je veux vous assurer de notre disponibilité à vous apporter notre soutien, celui de tous vos frères et sœurs de la région de l'Agneby-Tiassa, pour vous accompagner dans votre noble et exaltante mission pour le bonheur de notre pays ».

Pour sa part, le président de l'Assemblée nationale a remercié les populations qui lui ont permis d'avoir cette élévation. « Je ne ferai jamais de faux ni de geste pour exprimer ma gratitude, mais la plus grande gratitude que je peux vous exprimer, c'est que vous êtes tous dans mon cœur. Et mon cœur bat au rythme du bonheur que je peux

vous apporter même sans vous voir », promet-il à ses parents. Poursuivant, Adama Bictogo s'est positionné comme un "soldat de la paix". « Partout l'amour doit être semé, partout la joie doit être semée. Partout, je dois mener le combat contre la division. Je resterai un combattant. Ce soldat de la paix qui, nonobstant ses convictions, reste le soldat du rassemblement. Un jeune prêtre me disait, quand l'amour et la vérité se retrouvent la justice et la paix s'embrassent. Moi, je dirai, la paix et l'amour s'embrasse. Chers parents, si je suis devant vous aujourd'hui, Dieu l'a voulu, vos prières l'ont voulu », a-t-il partagé.

Soutenu par l'opposition, le candidat du parti présidentiel, **Adama Bictogo**, a été élu sans surprise le 7 juin 2022, président de l'Assemblée nationale ivoirienne avec 237 voix pour, contre six seulement pour son seul adversaire, Jean-Michel Amankou du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI).



DÉLÉGATION EN DROIT PUBLIC CAMEROUNAIS

Les « Prolégomènes »

Christian VIGOUROUX précisait que « La notion de délégation même a été bâtie autour des notions d'unité et de continuité, le service public a besoin de la délégation ». La délégation en droit public résulte de la nécessité d'aménager, en pratique, le pouvoir de direction, pense M. Stéphane THEBAULT. En fait, « il serait matériellement impossible à certaines autorités administratives - par exemple le Ministre - d'exercer lui-même effectivement l'ensemble de ses compétences ». La délégation, de son latin *delegatio*, de *delegare* signifie déléguer, confier, s'en remettre à quelqu'un. C'est une opération parfois permise en droit, par laquelle le titulaire d'une fonction, ou, plus rarement, l'autorité qui la contrôle, en transfère l'exercice à une autre personne. En un mot c'est une habilitation. Cette



quelle une personne, appelée délégué, va s'obliger à fournir une prestation au profit du délégataire. Ici le délégué s'engage au profit du déléguant. Ce qui est totalement différente en droit public. « *La notion même de la délégation a été bâtie autour des notions d'unités et de continuité, le service public a besoin de la délégation* ». La délégation constitue un aménagement au pouvoir de direction et permet d'en distinguer les catégories. C'est un principe décliné du plus haut sommet de

recte. La délégation de la fonction de l'ordonnateur ne se distingue pas, dans ses conditions de forme, de la délégation de compétence si ce n'est qu'elle impose, comme aux ordonnateurs principaux, une accréditation auprès des comptables publics par le dépôt de leur signature.

Cette notion trouve son fondement dans la constitution au plus haut de l'État. Dans ce sens, l'article 10 al.2 dispose par exemple que « le Président de la République peut déléguer certaines

le cadre de leurs attributions respectives ». La notion de délégation étant polysémique, peut être étudiée à la fois sous l'angle du droit administratif et sous celui du droit constitutionnel et qu'il s'agit de distinguer les formes, notamment la délégation de signature, la délégation de pouvoir et la délégation de compétence. Quelle différence existe-t-elle entre ces différentes formes de délégations et quelle est leur consistance ?, quelle est la raison et l'utilité de recourir à ces instruments juridiques de l'administration ? Les réponses à ces préoccupations constitueront l'objet de nos prochaines chroniques progressivement en acte 1, 2 et 3.



La délégation constitue un aménagement au pouvoir de direction et permet d'en distinguer les catégories

forme de délégation est différente de celle rencontrée en droit privé, qui constitue une opération à trois personnes, par la

l'État jusque dans les services. Le principe de la délégation trouve en droit public financier, avec la compétence d'ordonnateur, une application di-

de ses pouvoir au Premier Ministre, aux autres membres du Gouvernement et à certains hauts responsables de l'administration de l'État, dans

La suite à la page 07

ACTE 1

La délégation de compétence : consistance et portée

Comme nous l'avions spécifié lors de la clarification de la notion de délégation dans le précédent article intitulé « *les prolégomènes* », elle a été admise comme une notion polysémique et multiforme. Il s'agissait à cet effet de préciser ces différentes formes et d'établir la différence. Ce qui importe alors ici est de préciser la délégation de compétence en acte I avant de faire la différence entre la délégation de pouvoir et la délégation de signature en acte II et III.

CONSISTANCE ET PORTÉE

Rappelons que la délégation est une opération par laquelle le titulaire d'une fonction, ou, plus rarement, l'autorité qui la contrôle, en transfère l'exercice à une autre personne. La délégation de compétence quant à elle est un aménagement nécessaire du pouvoir de direction. En ce qu'elle organise le pouvoir de direction et transfère non seulement la compétence décisionnelle mais également le pouvoir de décision. Elle distingue traditionnelle-



ment de manière duale la délégation de signature et la délégation de pouvoir. Allant dans le sens de Stéphane THEBAULT, déléguer sa compétence à un collaborateur ou à un agent subalterne est une nécessité d'ordre pratique car, mat é r i e l l e m e n t , certaines autorités ne peuvent exercer seules l'ensemble des compétences que leur confère leur fonction. La doctrine de Jean RIVERO et Jean WALINE souligne que la pratique de la délégation représente « un aménagement de la compétence des autorités administratives ». Elle permet, selon René CHAPUS, à une autorité politique, notamment le Ministre ou le Maire, de transférer une partie de sa fonction décisionnelle à d'autres autorités,

par la transmission d'une capacité juridique. Il faut le relever que la délégation de compétence n'est pas le seul apanage des autorités politiques. Les autorités administratives peuvent également déléguer à d'autre une partie de l'exercice de leur compétence, ceci selon une certaine condition. Selon le Professeur J. MORAND-DEVILLIER, le système de délégation constitue un moyen d'une part et de l'autre « *la volonté de rapprocher les centres de décision des citoyens* ». En tout état de cause, la délégation repose sur une base juridique déterminée. La première condition de

son utilisation est l'autorisation expresse d'un texte de portée générale. Pour le cas du Cameroun, c'est la constitution qui est le texte de base fondamental et elle prescrit aux articles 10(3) et 12(5) en ces termes : « *en cas d'empêchement temporaire, le Président de la République charge le Premier Ministre ou, en cas d'empêchement de celui-ci un autre membre du gouvernement, d'assurer certaines de ses fonctions dans le cas d'une délégation expresse* ».

En matière financière, la majorité du traitement des dossiers s'effectue par délégation et le fondement de cet état de chose trouve son application dans la loi n°2018/012 du 11 juillet 2022 portant régime financier de l'Etat, ainsi que dans le décret n°2020/375 du 7 juillet 2020 portant règlement général de la comptabilité publique. Sur ce plan, les ordonnateurs délégués sont plus nombreux que les

ordonnateurs principaux et secondaires. Cependant, il existe un certain nombre de questions auxquelles il faut apporter de réponses. Il s'agit par exemple de la confusion entre délégation de compétence et délégation de pouvoir, délégation de compétence et délégation de signature et entre délégation de pouvoir et délégation de signature. Ce qui fonde la portée de cet ACTE I consacré au sujet de la délégation de compétence afin de mieux cerner ses contours. La délégation de compétence est le contenant, alors que les deux autres sont des composantes. L'on trouve à l'intérieur de la première forme, deux autres formes de délégations, notamment la délégation de pouvoir et la délégation de signature, auxquelles nous apporterons des clarifications aux cours des prochaines chroniques en ACTE II et ACTE III dans une même parution.

Par Dr Abdoulaye Mal Bouba, Docteur/Ph.D en Droit public et Chercheur
 Directeur général du Cabinet de Consultation Juridique
 Law Consulting Team
 E : abdoulayetobi@yahoo.fr | W : +237 699 55 20 34



MORTALITÉ INFANTILE, MATERNELLE ET NÉONATALE

Le « Chèque-Santé », une nouvelle arme gouvernementale contre les deux fléaux

[Le mardi 12 juillet 2022, les populations de la ville de Maroua, dans l'extrême nord Cameroun, se sont retrouvées au cercle municipal pour les états « Chèque-Santé ».]

By Joel GODJE MANA

Il s'agit de faire l'évaluation semestrielle du programme. Ce conclave se tient à moins d'un an de la clôture du Programme Conjoint Minsanté-AFD-KFW. En présence du Maire de ville, les responsables du Ministère de la Santé publique et les autorités administratives, ont pu recevoir les remerciements de l'élu local. Selon le super Maire, les réalisations gouvernementales notamment dans le domaine de la santé, font le bonheur de ses administrés. Il a été majoritairement question d'examiner tout ce qui a été réalisé pendant le premier semestre 2022, mais également de planifier minutieusement les activités de clôture de ce Programme Conjoint Minsanté-AFD-KFW.

Les femmes du septentrion disent oui

Il faut rappeler que, 60 % des femmes de la zone sahélienne, camerounaise ont accepté financer leur accouchement avec le chèque santé, précise le MINSANTÉ. C'est une réponse du gouvernement camerounais à la forte mortalité maternelle et infantile, mise en lumière par les résultats de l'Enquête Démographique de Santé (EDS 2011). En effet la mortalité maternelle du pays est de 782 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2011. Ce qui représente près de 5000 femmes qui meurent chaque année en donnant la vie. Les données, en ce qui concerne les bébés et les enfants, ne sont guère plus

reliantes.

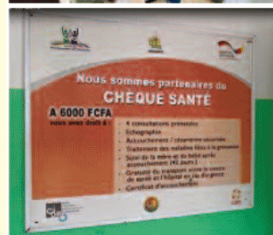
Il s'agit de 139317 femmes enceintes enrôlées depuis le lancement de ce mécanisme en 2015. Ceci avec un chiffre de 13233 femmes enrôlées cette année, au premier trimestre. Soit 60 % de femmes enregistrés dans les 22 districts concernés, dans la région de l'extrême-Nord. En effet, sur les 32 districts que compte la région, 173 formations sanitaires sont actuellement accréditées. Un véritable exploit pour l'Agence française de développement (AFD) et la Banque allemande de développement (KfW) qui depuis le début se sont engagés à financer ce projet qui ne concernait que les régions septentrionales.

L'union MINSANTE-partenaires

Pour le ministère camerounais de la Santé publique, Chèque santé, « est un mécanisme de prépaiement permettant à la femme enceinte d'être suivie tout au long de la grossesse, d'avoir un accouchement sécurisé et de bénéficier, elle et son bébé, d'un suivi postnatal de 42 jours. La femme débourse 6 000 FCFA seulement». Avec cela, le gouvernement a pour but de lutter contre la mortalité infantile, maternelle et néonatale.

En outre, il s'agit précisément à Maroua, de l'identification du patrimoine du programme, de la régularisation de toutes les situations financières non-clariées dans les formations sanitaires (FOSA) et les Antennes de

gestion du « Chèque-Santé » avec les Fonds Régionaux de Promotion de la Santé (FRPS), et en particulier le recouvrement et le reversement des fonds issus de la vente de ces chèques-santé, et enfin de répondre à tous les suspects résultants des observations des auditeurs de l'ensemble des exercices vaincus par le programme. Pour permettre une re-



prise en main effective de ce programme par les structures du MINSANTE, à différents niveaux de la pyramide sanitaire, la mise en œuvre du processus de capitalisation planifié et financé par le

Plan de Travail Annuel Budgétisé (PTAB 2022 – 2023) du Programme Conjoint, doit s'accélérer.

Dr MANAOUDA Malachie

Pour rassurer les différents acteurs, le Ministre camerounais de la Santé publique, Manaouda Malachie a tenu à dire son engagement. Ceci, aux côtés de son collègue en charge des Finances et celui de tous ses collaborateurs pour une gestion diligente des « importants retards intervenus dans le paiement des factures présentées par les FOSA. Des retards qui entraînent de sérieux dysfonctionnements dans le management des dites structures, et qui mettent en péril tout le dispositif. » Dans le même ordre d'idées, les Conventions MINSANTE-FRPS seront examinées et signées par les deux parties, bien évidemment après avis des PTF, pour faciliter un assainissement de l'environnement institutionnel, financier et des ressources humaines, dans le partenariat FRPS-Minsanté.

Le MINSANTE a également recommandé une accélération de l'implémentation de l'usage du logiciel « Open Imis », dans sa phase pilote et du passage à la phase d'application, avant la dernière date limite des fonds C2D du Programme Conjoint.



PARC AUTOMOBILE IVOIRIEN

Les raisons de la mission européenne de Mamadou Soumahoro

[Les transporteurs, regroupés au sein de la Maison des transporteurs de Côte d'Ivoire (MtcI) étaient à l'aérogare de l'aéroport international Félix Houphouët Boigny d'Abidjan pour accompagner leur président Mamadou Soumahoro, invité par des partenaires automobiles en France et en Allemagne.]

By Daniel Jessica MEDEBODJ

Le gouvernement ivoirien, dans sa volonté de renouveler le parc automobile, a invité les principaux acteurs du transport terrestre à se constituer en entreprise. C'est la condition pour acquérir des véhicules neufs. Les transporteurs, regroupés au sein de la Maison des transporteurs de Côte d'Ivoire (MtcI) étaient à l'aérogare de l'aéroport international Félix Houphouët Boigny d'Abidjan pour accompagner leur président Mamadou Soumahoro, invité par des partenaires automobiles en France et en Allemagne.

Mamadou Soumahoro, le président-fondateur de la MtcI a pris son vol le jeudi 14 juillet 2022, à l'aéroport Félix Houphouët Boigny, dans la capitale économique de la Côte d'Ivoire, pour l'Europe. Durant son séjour de 10 jours, il va rencontrer au nom de la nouvelle faïtière, des partenaires automobiles dans

l'acquisition de 3.500 voitures neuves sur les 5 années à venir, à l'endroit de ses membres en Côte d'Ivoire.

« La plupart des transporteurs ivoiriens exerçaient, avant l'arrivée du chef de l'État ivoirien Alassane Ouattara, dans la précarité. Les adhérents de la MtcI ont répondu à l'appel de l'État en se constituant en entreprise pour bénéficier du programme de renouvellement du parc automobile ivoirien et de la confiance des bailleurs de fonds. Aujourd'hui, l'adoption

de cette recommandation commence à porter ses fruits. Grâce au président Alassane Ouattara, nous recevons des invitations de la part des concessionnaires automobiles en Europe », a fait savoir Mamadou Soumahoro, le président de la MtcI.

À l'en croire, certains transporteurs ne se sont pas encore conformés à la résolution prise par le gouvernement de Côte d'Ivoire. Il a donc exhorté les réticents à revenir à la raison en se constituant en entreprise

identifiée et reconnue par le Ministère des Transports dudit pays dont le patron du département est Amadou Koné. En effet, chaque année, le gouvernement de Côte d'Ivoire commande des véhicules neufs pour renouveler son parc automobile. Créée il y a 3 mois, la Maison des transporteurs de Côte d'Ivoire a pour ambition de mettre en place une assurance maladie pour une prise en charge des principaux acteurs du milieu ; d'aider à trouver les financements pour le renouvellement du parc automobile ivoirien ; d'assurer la cohésion avec les instances nationales et sous-régionales ; de tisser des partenariats pour l'acquisition des logements sociaux ; de construire des gares internationales dans chaque ville de la Côte d'Ivoire ; de créer les conditions d'une retraite possible pour les acteurs du secteur. ■





UKRAINE

Volodymyr Zelensky limoge son chef de la sécurité et la procureure générale

[Le président Volodymyr Zelensky a annoncé dimanche 17 juillet 2022 le limogeage de la procureure générale" Iryna Venediktova, "et du chef des services de sécurité" (SBU) Ivan Bakanov.]

By Marcien Essimi

« Aujourd'hui, j'ai pris la décision de relever de leurs fonctions la procureure générale » **Iryna Venediktova**, « et le chef des services de sécurité » (SBU) **Ivan Bakanov**, a déclaré le président ukrainien lors de son discours dans la nuit de dimanche à la nation. Selon nos sources, ces hautes personnalités du pays ont été relevées de leurs fonctions « en raison de multiples soupçons de trahison de certains de leurs subordonnés », comme indique i24 News.

Au cours de son allocution, l'homme fort de Kiev, cité par le média israélien, a révélé que « plus de 650 cas de soupçons de trahison de responsables locaux font actuellement l'objet d'une enquête, dont une soixantaine dans les

zones occupées par les forces russes et pro-russes. » Pour le président ukrainien, « Un tel éventail de crimes contre les fondements de la sécurité nationale de l'État et les liens enregistrés entre les forces de sécurité ukrai-

niennes et les services spéciaux russes soulèvent de très sérieuses questions sur les dirigeants concernés ». Reconnaisant « la puissance militaire dévastatrice » que la Russie de **Vladimir Poutine** déploie contre son pays, le président ukrainien **Volodymyr Zelensky** a déclaré que depuis dimanche, « les forces russes ont lancé plus de 3.000 missiles de croisière contre des cibles ukrainiennes », rapporte i24 News. ■

« Un tel éventail de crimes contre les fondements de la sécurité nationale de l'État et les liens enregistrés entre les forces de sécurité ukrainiennes et les services spéciaux russes soulèvent de très sérieuses questions sur les dirigeants concernés ».



DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF

Le Maire de Biwong-Bane en tournée socio-économique

[Le Maire de la Commune de Biwong-Bane effectuera du 20 au 25 juillet 2022, une tournée socio-économique. Il sera question pour l'élu local de recenser les besoins des populations.]

By Eric NGONO

C'est dans un communiqué radio-presse signé du 16 juillet 2022, que **Joseph-Liboire ANGONO**, Maire de Biwong-Bane informe « toutes les populations, l'Honorable député à l'Assemblée Nationale, les Conseillers régionaux, les Conseillers Municipaux, les forces vives, Elites extérieures et intérieures de l'arrondissement de Biwong-Bane », qu'il entame le mercredi 20 juillet 2022 un tournée socio-économique.

Cinq jours durant, l'édile communal parcourra les 24 villages de sa circonscription. Il sera question pour lui de recenser les besoins de ses populations. De manière explicite la tournée

s'articulera autour de 10 points.

Le Maire et son équipe procéderont, au recensement des projets de développement en pré-lude au budget 2023 en fonction du nouveau Plan Communal de Développement ; à la distribution des produits phytosanitaires et du matériel agricole aux cauculteurs, à la distribution des appareillages aux personnes vulnérables et à la remise des prix aux GICs. Un exposé sera donné sur le Manuel des Producteurs de Biwong-Bane (MPB2).

Il procédera également à l'installation des Comités d'hygiène et salubrité et à la mise en place des comités de

gestion des centres de santé et des forages. Il sera aussi l'occasion pour Joseph-Liboire ANGONO de procéder à la réception définitive des projets relatifs au Budget d'Investissement 2021.

En perspective, l'équipe communale évaluera l'état d'avancement des préparatifs du forum économique du mois d'Août 2022 ainsi qu'à la préparation du tournoi municipal de football 2022.

Notons que la tournée socio-économique du Maire de la commune d'arrondissement de Biwong-Bane débutera à la Chefferie du village Melangue I le mercredi 20 juillet 2022 et s'achèvera le dimanche 25 juillet

2022 au village **Ngoaékélé.**

Bowing-Bane est une commune de la région du Sud Cameroun. Elle est située à 32 km d'Ebolowa capitale régionale. La population de cette commune rurale est estimée à 20 000 habitants. Les 33 villages de la commune sont sous l'autorité des chefs traditionnels de 3ème degré regroupées ethniquement autour de trois chefferies de 2ème ou groupement dont Melangue Sud 1, Melangue Sud 2 et Melangue Nord. Les Bene, les Fong, le Ngoe et Inoa sont les quatre groupes ethniques qu'on y trouve. ■

28ÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ARSO

La norme comme moteur de la compétitivité des produits et PME africaines

[Cet objectif était en discussion dans le cadre de la Journée africaine de la normalisation. La dite Journée coïncide avec l'ouverture de la 28ème Assemblée générale (Ag) de l'Organisation africaine de la normalisation (Arso) ce 29 juin 2022.]

Quel rôle pour la normalisation en Afrique d'ici l'horizon 2063 ? Cette question sous-tend les travaux de la Semaine de l'Arso au Cameroun. Dans ce cadre, se tiennent concomitamment, la Journée africaine de la normalisation et l'ouverture de l'Assemblée générale de l'Arso. Les deux événements donnent à se rendre à l'évidence de l'importance du développement de l'infrastructure qua-

lité en Afrique. A travers l'Arso, ce développement permet l'avancée vers des normes africaines compétitives pour les produits du continent.

Compétitivité pour plus de marchés

Les normes africaines pour une compétitivité des produits africains, c'est ce que postule Charles Booto à Ngon, président sortant de l'Arso. Il martèle d'ailleurs que «les normes améliorent la réputation des produits et constituent un lien vital pour le commerce mondial». C'est donc dire que les normes africaines de niveau mondial garantissent aux PME africaines «d'obtenir plus facilement la certification de leurs produits et en assurer la circulation dans le monde entier». C'est dans le même sens qu'abonde Her-



mogène Nsengimana, le Secrétaire général de l'Arso. Pour lui «la norme aide les industries à se développer, à ajouter de la valeur sur leurs produits et ça aide aussi à l'accès des marchés». Cependant, la mobilisation des pays africains est encore faible.

Question de souveraineté, problème des échanges

Cela peut s'expliquer par le fait que chaque pays est jaloux de sa souveraineté. Ainsi, comme le souligne

Lawson Hetchely Fossou expert togolais des normes. Pour le délégué du Togo «avant, chaque pays voulait avoir son certificat. Le plus important est d'harmoniser

la certification des produits. Et quand un produit est certifié, ça lui permet de circuler dans tout le continent».

A l'évidence, les pays d'Afrique entretiennent peu d'échanges avec les pays voisins, voire du continent. Les regards sont généralement tournés vers l'Europe, les Amériques et l'Asie. Ainsi, l'Afrique se trouve à plus exporter les matières premières, bien plus que les produits de son industrie. Une industrie qui par ailleurs doit pouvoir se développer à travers des référentiels que sont les normes.

Charles Booto à Ngon passe le témoin à Alexander Dodoo

Le Ghanéen Alexander Dodoo est le nouveau président de

l'Organisation africaine de la normalisation (Arso). Il remplace le Camerounais Charles Booto à Ngon qui vient de passer trois ans (2019-2022) à la tête de l'institution. Alexander Dodoo est pharmacien de formation. Il est l'actuel Directeur général de la Ghana Standard Authority et Directeur du Centre collaborateur de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Il est également pharmacologue clinique et professeur au Centre de pharmacologie clinique tropicale de la Faculté de Médecine de l'Université de Ghana.

© La Voix Des Décideurs

► Eric Martial NDJOMO E.

